



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Au patronat les milliards, aux lycées pro les miettes !

Alors que la situation sanitaire que nous traversons depuis le printemps a démontré combien le public de l'enseignement professionnel était fragile et avait besoin de soutien, l'intersyndicale nationale a exigé du ministre qu'il mette en place un plan d'urgence pour la voie professionnelle avec la nécessité de revoir, par exemple, les effectifs par classe, les grilles horaires en renforçant les enseignements disciplinaires ou l'allègement des programmes.

Force est de constater que le gouvernement n'a absolument pas pris en compte nos demandes et que ses choix renforcent aujourd'hui le tri et la sélection. Même ses mesures largement vantées dans la presse ne sont pas à la hauteur de la situation et sont source de disparités territoriales car inégalement réparties géographiquement. En effet, les dotations en heures supplémentaires attribuées en urgence ne permettront pas de remédier aux difficultés accumulées par les élèves depuis le mois de mars.

De même, la CGT Éduc'action dénonce la volonté gouvernementale de renforcer sa politique en faveur de l'apprentissage au motif de vouloir relancer l'économie et l'emploi des jeunes. Ainsi, les mesures votées en juillet vont-elles permettre aux entreprises d'embaucher des apprenti-es à moindre frais ? En effet, pour tout contrat en alternance signé jusqu'au 28 février 2021, les employeurs bénéficieront d'une prime à l'embauche pouvant aller jusqu'à 8000 euros pour un-e alternant-e majeur-e de moins de 30 ans. Sont ainsi concernés tous les diplômes du CAP au Bac+5, mais aussi les CQP et tous les publics, y compris les apprenti-es en situation de handicap ou encore les sportif-ves de haut niveau en reconversion.

Alors que la menace d'une reprise de l'épidémie est présente dans tous les esprits, la rentrée pour les lycéen-nes de la voie professionnelle scolaire (un tiers des élèves dans les lycées) se fait sous le régime de la disette.

Sans changement radical et immédiat de politique gouvernementale, le patronat peut se frotter les mains et claironner dans sa dernière campagne : « *recruter un alternant c'est ce qui prime* ». Preuve que pour développer l'apprentissage, l'austérité n'existe pas.

Pour sauver l'enseignement professionnel scolaire public, il est urgent de se mobiliser et d'obtenir un avenir pour l'ensemble de la jeunesse de ce pays ! Avec la CGT Éduc'action, contribuons à une rentrée offensive et revendicative pour obtenir une autre politique. **Participons à la réussite de la journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations du 17 septembre pour une hausse des salaires, contre la réforme des retraites et de la Fonction publique et pour des moyens pour une École qui rompe avec la logique de concurrence et de tri social.**

Montreuil, le 2 septembre 2020